



# Négociations sur RIE III, la gauche pose ses conditions

**FISCALITÉ • Le PS exige que la réforme de l'imposition des entreprises ne coûte rien à l'Etat genevois et davantage de mesures compensatoires.**

**PAULINE CANCELA**

Attendues depuis longtemps, les négociations sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) s'ouvrent aujourd'hui entre le Conseil d'Etat genevois, les milieux économiques, les communes, les partis politiques et les syndicats. Alors que le grand argentier Serge Dal Busco a réitéré ses positions dans la presse, les fronts se clarifient à gauche. Si Solidarités a confirmé mercredi ne pas entrer en matière sur le volet genevois de cette réforme fédérale combattue en référendum (lire ci-contre), les Verts joueront le jeu des discussions. Le PS aussi, mais non sans poser sa condition: aucune perte fiscale pour le canton.

Le scénario actuellement privilégié par le Conseil d'Etat est toujours celui d'un taux unique d'imposition du bénéfice aux alentours de 13% (au lieu de 24,2% pour les sociétés ordinaires). Sur le fond, le Parti socialiste ne combat pas ce principe qui signe la suppression des statuts préférentiels accordés à certaines sociétés, mais souhaite que l'opération soit financièrement neutre pour Genève. Le niveau de prestations publiques doit

être maintenu, dit-il, et même renforcé.

«Nous pourrions très bien vivre avec un taux de 13% s'il nous permet d'atteindre l'équilibre fiscal grâce à des compensations suffisantes», expose le député Romain de Sainte Marie devant les médias. «Ce sont les compensations obtenues qui devront permettre de déplacer le curseur entre 13% et 16%, taux avec lequel l'opération serait arithmétiquement blanche», ajoute la présidente Carole-Anne Kast.

## Pas d'autre rabais fiscal

En plus de cela, le PS exigera un «engagement ferme» du canton à n'appliquer aucun autre instrument fiscal prévu par la réforme fédérale, comme la patent box ou la déduction des intérêts notionnels (NID), synonymes de pertes fiscales supplémentaires pour l'Etat. Son soutien au volet cantonal est enfin conditionné au maintien de la Taxe professionnelle communale ainsi qu'au gel du frein à l'endettement. «Bien malin celui qui peut aujourd'hui chiffrer au franc près les conséquences de RIE III. Vu cette part d'incertitude et le niveau de la dette genevoise, il n'est pas envisageable de

conserver cette épée de Damoclès sur les prestations publiques», prévient M<sup>me</sup> Kast.

Pour parvenir à l'équilibre, les socialistes ne proposent pas moins de sept mesures fiscales compensatoires, dont une «contribution de responsabilité sociale des entreprises», qui serait prélevée en fonction du bénéfice et du nombre de salariés par société. «Contrairement à un prélèvement sur la seule masse salariale, cette nouvelle taxe préserverait les petites PME qui ne font pas de bénéfices, ainsi que les associations et les employeurs publics», détaille M. de Sainte Marie. A cette proposition inédite s'ajoutent quelques vieilles demandes, comme la suppression du bouclier fiscal, l'abolition des forfaits fiscaux ou la réévaluation de la valeur fiscale des immeubles non locatifs.

Les socialistes aimeraient en outre que ces compensations servent à renforcer les politiques d'insertion et de réinsertion professionnelle, «boostent» les places en crèche et le financement des infrastructures.

## «Projet déjà ficelé»

La droite économique n'a pas tardé à réagir dans l'après-

midi, critiquant vivement ces nouvelles «hausse d'impôts». «Inacceptables pour le PLR, ces mesures compensatoires seront vigoureusement combattues», indique un communiqué. Ce qui n'augure pas le meilleur quant aux discussions de ce vendredi. D'autant que dans la Tribune de Genève, le conseiller d'Etat Serge Dal Busco a rappelé que son scénario n'avait pas bougé d'un iota et qu'il fallait «impérativement» un taux autour de 13%.

«Le projet semble déjà ficelé avant même que les discussions n'aient commencé», regrette Nicolas Walder, président des Verts. Car les écologistes, s'ils n'ont pas convoqué la presse pour en parler, souhaitent toutefois aboutir à un accord, avec la promesse qu'il n'y aura pas d'autres baisses fiscales pendant au moins dix ans. «Nous soutenons l'égalité fiscale entre entreprises, mais nous demanderons des engagements à ce qu'elle ne se fasse pas sur le dos des plus précaires. Il faudra davantage de compensations et nous avons encore l'espoir de déplacer le curseur. Mais si ce n'est pas possible, pour ma part, je défendrai le référendum.»

## Solidarités appelle au refus de principe de la RIE III

**PHILIPPE BACH**

«A la rigueur, nous nous demandons s'il y a lieu de nous rendre à la table ronde sur la réforme de la fiscalité des entreprises RIE III», explique Jean Batou, membre de Solidarités et député d'Ensemble à gauche, en faisant allusion à la séance prévue ce vendredi sous la houlette du Conseil d'Etat.

La gauche de la gauche note tout d'abord que l'espace de négociation est mince. «Au niveau fédéral, si le Parti socialiste a basculé dans le camp des forces favorables au référendum, c'est bien qu'il a compris que la droite refusait tout compromis», résume Pablo Cruchon, permanent de Solidarités et membre du comité référendaire national. Du coup, il lui semble pour le moins prématuré de chercher un compromis à Genève, alors que la question sera arbitrée par le peuple si le nombre de signatures requis est atteint.

Deuxième argument avancé, politique celui-là, le refus de la RIE III s'inscrit dans une revendication du mouvement social. Celui-ci a publié l'an passé un manifeste syndical refusant la tendance baissière de la fiscalité telle que proposée par cette réforme et signé par l'ensemble des partis de l'Alternative rose-rouge-vert. «Il s'agit de rester cohérent, on ne peut pas signer un tel document et ensuite faire le contraire», poursuit Jean Batou.

Reste que Solidarités a lancé avec le SSP un référendum au canton de Vaud. Il a convaincu 13% seulement des électeurs de ne pas voter le projet concocté par le duo Pascal Broulis-Pierre-Yves Maillard. «Le rapport de forces n'est pas le même à Genève», estime au contraire Pablo Cruchon, le front syndical est uni et la droite n'est absolument pas ouverte au compromis, on le verra dans le cadre de cette table ronde.»

D'où un appel au PS et aux Verts pour constituer un front et s'opposer à cette nouvelle attaque contre le rôle social de l'impôt. «Le canton ne peut pas se passer sans autre de 500 millions de francs de recettes fiscales; en période de stagnation économique, il est au contraire nécessaire de stimuler la consommation interne dans le cadre d'une politique keynésienne.» PHILIPPE BACH

PUBLICITÉ

**Eklekto**  
**Words & Percussion III**  
**Sven Åke Johansson**  
**Mardi 19 avril 2016, 20h**  
**Mercredi 20 avril 2016, 20h**  
**Théâtre du Galpon**

## Genève célèbre la planète

**ÉVÈNEMENT • À l'occasion de «Genève fête la Terre», la Ville invite les passants à devenir acteurs pour la planète, à Plainpalais.**

Une soupe géante «antigasp» préparée avec des légumes invendus, un marché gratuit, basé sur le principe du don, la construction de cadrans solaires: voici quelques activités prévues le 22 avril prochain, à l'occasion de la première édition de Genève fête la Terre organisée par la Ville de Genève. Lors de cette Journée mondiale de la Terre nourricière, la plaine de Plainpalais se met au vert: ateliers, jeux, conférences, concert et activités seront au rendez-vous, afin de fêter la planète bleue et sensibiliser le public. L'événement se poursuivra le soir, avec une conférence de Pierre Rabhi, philosophe et agriculteur biologiste, au Théâtre du Léman.

À l'occasion de cet événement, des acteurs locaux et internationaux comme les Nations Unies, les Services industriels de Genève et le Département de l'instruction pu-

blique se rassembleront autour de stands. La Voirie et le service des espaces verts de la Ville de Genève distribueront, en fin de journée, des nouvelles sobelles à compost avec des sacs biodégradables. Ils fourniront aussi des conseils de jardinage et des idées pour aider chaque habitant à faire le tri chez soi. Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, la population pourra également se munir d'éplucheurs, dans le but de préparer, en musique, une soupe géante de légumes invendus. Le soir tombé, le rappeur genevois Jonas se produira sur scène. Enfin, chacun sera convié à «faire sa part», lors de la conférence donnée par Pierre Rabhi, au Théâtre du Léman, de 20h30 à 22h.

«L'objectif de cette journée est, d'une part, de sensibiliser, et, d'autre part, de prouver que l'on possède des solutions et



Les autorités, dont Esther Alder et Guillaume Barazzone, présentent la nouvelle poubelle à compost. JPDS

que celles-ci se retrouvent aussi bien au niveau politique qu'à celui de la mobilisation citoyenne. Chacun, indifféremment de son âge, peut agir pour préserver la planète», explique Esther Alder, maire de Genève. EMILIE LOPES FRANCO

Informations sur le programme sur [www.ville-geneve.ch/FetedelaTerre](http://www.ville-geneve.ch/FetedelaTerre)

## VÉLOS EN LIBRE-SERVICE

### Chêne-Bougeries adopte le système Velospot

Chêne-Bougeries développe le réseau de vélos en libre-service Velospot. La commune est la première de la rive gauche, après Meyrin, le Grand-Saconnex et Pregny-Chambésy sur la rive droite, à adopter le système de la société bien-nnoise Intermobility.

La Ville de Chêne-Bougeries comptera d'ici à la mi-mai douze stations réparties sur l'ensemble du territoire communal, comprenant chacune trois à quatre vélos en libre-service, a-t-elle annoncé jeudi. Chêne-Bougeries a choisi Velospot pour sa facilité de mise en œuvre, précise la commune. Le système sans attaches ne nécessitant aucune pose de mobilier urbain, les sta-

tions peuvent être déplacées au gré des besoins des utilisateurs. Velospot fonctionne avec un cadenas intelligent qui reste fixé au vélo. Le parcours de location est calculé grâce aux boîtiers installés dans les stations.

L'implantation d'un système de vélos en libre-service à Genève est un serpent de mer. Un projet cantonal de Vélib' a été retiré. Le canton, en accord avec six communes, a ensuite lancé un appel d'offres pour un projet autofinancé, qui a fait l'objet d'un recours de la société Intermobility. Les tribunaux n'ont pas encore rendu leur décision, retardant le lancement du projet. ATS